

Soutien à l'Éducation

"Secours rural du Gabon" affûte ses armes



Photo : DR

Photo : DR

Une partie des kits devant être distribués dans une quinzaine de villages de la région de Makokou.

Cette action est un soulagement pour les écoles rurales et leurs personnels enseignant qui auront des manuels et matériels didactiques.

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

DU 6 au 8 septembre 2019 prochain, l'Organisation non gouvernementale (ONG) "Secours Rural du Gabon" sera dans la ville de Makokou (Ogooué-Ivindo) pour la distribution gratuite de kits scolaires. Pour fixer les contours de cette quatrième offre du genre, la responsable de cette ONG, Caroline Lucas s'est entretenue samedi dernier avec l'équipe de bénévoles qui sera à ses côtés durant son périple en terre ogivine. L'organisation s'est assignée pour mission de venir en aide aux enfants scolarisés des zones rurales. Aussi, Mme Lucas,

qui réside en Angleterre, s'entoure-t-elle d'une équipe qui devrait soutenir cette action à quelques jours de la prochaine rentrée des classes.

"Souvent, les écoles de ces enfants que nous allons aider ne sont pas dans leur propre village, mais très loin, à des kilomètres. Ces enfants qui vivent dans les départements, cantons, et villages du Gabon parcourent des distances à pied pour acquérir la connaissance avec tous les risques auxquels ils sont exposés. Nous nous battons pour apporter de notre mieux à ces enfants un secours scolaire et médical grâce à de multiples dons", justifie la bienfaitrice. Cette année, elle entend parcourir une dizaine de villages situés dans la région de Mako-

kou. Selon Mme Lucas, les enfants scolarisés en milieu rural font face à des tracasseries qui ont une incidence sur leur rendement scolaire. Ils sont confrontés à plusieurs difficultés pour emprunter le chemin de l'école. "Presque personne n'a un œil sur la destinée de ces jeunes Gabonais qui, eux-aussi, rêvent de devenir médecins, comme ils le voient souvent au dispensaire, enseignants comme ils le voient à l'école, etc. C'est pourquoi, nous faisons de notre mieux pour venir en aide à cet avenir du Gabon", explique la responsable de l'ONG. C'est tout le mérite de ce périple qu'elle a entrepris depuis bientôt quatre ans, avec pour point de départ la province du Wo-

leu-Ntem, qu'elle dit avoir sillonnée. "Mon premier poste d'affectation a été le village Ebomane à Minvoul et j'ai enseigné deux ans là-bas. J'ai vu la difficulté des enfants. Je n'ai pas été insensible à leurs cris. C'est pourquoi j'ai choisi cette action à leur endroit. J'ai choisi cette localité parce que je sais que ce sont des personnes vulnérables. En zone rurale, pour s'acheter un cahier, il faut effectuer des efforts considérables. Opter soit pour la chasse ou la pêche. Ce qui n'est pas le cas pour les zones urbaines. Sortant de la chasse, il faut pouvoir écouler sa marchandise. Ce qui n'est pas toujours évident. Il y a des enfants animés de volonté qui ne vivent que de ces activités", témoigne la dame. Les kits à distribuer com-

prennent des manuels scolaires, produits de première nécessité et pharmaceutiques de premiers secours.

Si Caroline Lucas dit ne recevoir aucune aide de l'État gabonais, elle a tout de même l'appui des autorités françaises. "Je bénéficie du soutien matériel de l'État français. Les députés et maires français me donnent des livres qui ne sont plus au programme. Vous savez que chaque année, les manuels au programme sont changés. Ce qui n'est pas le cas ici. Moi, je fais des demandes pour ensuite venir les distribuer ici. Je pense que ces manuels peuvent être profitables aux enseignants dans la préparation des cours", déclare-t-elle.



Photo : CM



Photo : CM

La présidente Caroline Lucas fixant le cap de la prochaine action de charité au profit des jeunes scolarisés de Makokou.

Les bénévoles devant accompagner l'action de l'ONG dans la province de l'Ogooué-Ivindo..

Petit angle

Le coup de pouce des organisations

R.H.A
Libreville/Gabon

L'INFRASTRUCTURE de l'Éducation en zone rurale constitue depuis plusieurs années un sujet de réflexion voire un enjeu politique d'une importance capitale. Au-delà des besoins de réflexions sur une nouvelle politique

sectorielle dans la plupart des pays, il importe de savoir que cette expansion touchera d'abord les populations rurales dans la mesure où la couverture des enfants urbains est déjà forte et que le rural est caractérisé par un retard important dans notre pays. Si les États demeurent les principaux responsables en matière d'éducation, des agents privés,

des maîtres religieux, des associations et autres organisations non gouvernementales (ONG), ou encore les bailleurs de fonds ont pris place sur le "marché" de l'offre scolaire.

Le constat démontre désormais l'implication de tous dans le secteur de l'Éducation. Une appropriation salutaire qui mérite d'être encouragée, ce d'autant plus que ce déve-

loppement du secteur éducatif échappe désormais en partie au contrôle étatique. Désormais, plusieurs organisations se lancent à la rescousse à travers des offres aussi diverses que variées. Les difficultés des jeunes en zones reculées ont plusieurs facteurs. Ces derniers sont influencés pour la plupart par les parents et/ou les grands-parents qui trouvent

intéressant de les occuper autrement en les amenant dans des activités qu'ils justifient par le manque de moyens, afin de leur offrir un trousseau scolaire. Pis, certains d'entre eux optent pour des activités capables de les accompagner dans leur scolarité. Ce qui n'est pas toujours évident. À cette jeunesse, le regard des organisations devient du pain béni.

Ici et Ailleurs

• Religion
Session de formation sur le crédit social

LA Conférence épiscopale du Gabon organise du 3 au 8 septembre 2019 à partir de 16 heures, au Foyer de Charité de Libreville, une "session de formation sur le crédit social". Cette formation s'inscrit dans le calendrier des activités du Jubilé des 175 ans d'évangélisation du Gabon. Y sont attendus : les prêtres, pasteurs, diacres, religieux, religieuses et consacrés, fidèles laïcs, etc. Rappelons que septembre a été retenu comme mois du Jubilé autour de la pastorale économique et socio-ecclésiale.

Musique
Enquête et interpellations après l'ouverture du cercueil de DJ Arafat

LA justice ivoirienne a lancé une enquête après l'ouverture par des fans du cercueil du chanteur ivoirien DJ Arafat peu après son inhumation. Une douzaine de personnes ont été interpellées, ont déclaré les autorités. La tombe et le cercueil du chanteur ivoirien, mort le mois dernier dans un accident de moto, ont été ouverts samedi matin à Abidjan, alors que la star du coupé-décalé venait d'être inhumée après une nuit d'hommage musical. "Une enquête a été ouverte et sera rendue publique", a déclaré hier à l'AFP, le procureur de la République Richard Adou. De son côté le préfet d'Abidjan a fait état "de douze personnes arrêtées" dans le cadre de cette affaire qui a choqué les Ivoiriens.

•Violences
Une nouvelle poussée de violences xénophobes

LA police sud-africaine a procédé à des dizaines d'arrestations, hier, après une vague de violences et de pillages survenue à Johannesburg, la plus grande ville du pays. Des manifestations de chauffeurs-routiers visant les étrangers. Pendant plusieurs heures, le centre de Johannesburg a été livré à des centaines de personnes armées de gourdin et de pierres qui ont incendié et pillé de nombreux magasins, souvent tenus par des commerçants étrangers. Ces émeutes ont débuté la veille après la mort de trois personnes dans l'incendie d'un bâtiment du quartier, avant de se propager à d'autres endroits de la ville, selon la police. Au moins 41 personnes ont été interpellées dans la seule mégapole, a-t-elle annoncé.

Rassemblés par R.H.A